

LA VIOLENCE AU MEXIQUE : ÉTAT NARCO, CRIME ORGANISÉ ET « GROUPES D'AUTODÉFENSE » COMMUNAUTAIRES DANS L'ÉTAT DE MICHOACÁN

JOSÉ LUIS SOLÍS GONZÁLEZ *

La violence actuelle au Mexique – aussi bien celle de l'État mexicain que celle de la société civile en réponse à la violence croissante du crime organisé, en particulier celle exercée par les cartels de la drogue – est le résultat de l'émergence quasi simultanée d'un nouveau régime d'accumulation du capital et d'un nouveau régime politique néolibéral pendant les années quatre-vingt-dix. Il a conduit à l'affaiblissement de l'appareil d'État et de sa capacité d'intervention dans l'économie nationale, et a permis le surgissement d'une violence maffieuse comme nouvel acteur global de la société mexicaine.

Au niveau local, mais avec une tendance à se généraliser à travers le pays, on assiste à l'émergence des « autodéfenses communautaires », en particulier dans l'État de Michoacán. Leur succès révèle l'incapacité de l'État qui essaie tout à la fois de les « institutionnaliser » et de les désarmer.

Selon M. Weber, l'État moderne a le monopole de la violence « légitime ». Cette affirmation, bien sûr, est une demi-vérité ou un demi-mensonge selon qui l'affirme et pour quoi. Dans le cas du Mexique (et de nombreux autres pays dans le monde), l'État, sous la forme phénoménale d'un régime politique néolibéral instauré depuis les années quatre-vingt-dix du dernier siècle, n'a pas le monopole de la violence sur l'ensemble du pays et n'a pas, non plus, la légitimité nécessaire à l'exercice du pouvoir sans conflits sociaux. L'économie mexicaine est devenue une économie maffieuse transnationale et de plus en plus dépendante de l'économie des États-Unis. Cette économie est dans les mains d'une

* DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES DE L'UNIVERSITÉ DE PICARDIE (AMIENS). MEMBRE DU SYSTÈME NATIONAL DE CHERCHEURS (SNI) DU MEXIQUE. PROFESSEUR TITULAIRE À L'UNIVERSITÉ AUTONOME DE COAHUILA. jlsolisg@gmail.com

oligarchie corrompue et décadente composée d'agents du capital aussi bien national qu'étrangers, de politiciens de tous les partis politiques, de banquiers et, de plus en plus, de représentants du crime organisé, en particulier ceux des cartels de la drogue.

Ce qui est certain, c'est que l'État mexicain est plongé depuis plusieurs années dans une crise organique, constitué par une crise de rationalité dans son intervention économique (près de quatre décennies sans croissance économique, avec pauvreté endémique et inégalités sociales croissantes) et par une crise de légitimité institutionnelle qui exprime la perte de consensus social du pouvoir politique en place. Cela a conduit à la pénétration croissante du crime organisé dans tous les niveaux de l'appareil étatique et ses institutions, et a permis le surgissement d'un *État narco* (Solís González, 2012). Ce phénomène s'est traduit par des niveaux de violence et d'insécurité publique sans précédent depuis l'époque de la révolution mexicaine, et par la militarisation progressive de l'appareil d'État, qui est engagé dans une guerre sans issue (malgré quelques « victoires » partielles et limitées) contre le trafic de drogue. Cette liaison d'un État narco au service d'une économie maffieuse transnationale constitue la base structurelle de la violence au Mexique.

La première partie de ce travail explique le processus de la genèse et du développement de ce binôme, tandis que dans une seconde partie on analyse l'irruption armée d'une fraction de la société civile mexicaine, organisé, sous la forme de groupes d'autodéfense communautaires dans quelques aires du territoire national, comme réponse à la violence exercée aussi bien par les cartels du trafic de drogue et du crime organisé que par l'État lui-même. Comme réponse aussi à la complicité de l'État mexicain avec les cartels de la drogue, et à l'omission de celui-ci tant dans les domaines économique et social que dans le domaine de l'insécurité publique et le manque de protection de la population face au crime organisé. Compte tenu de cette situation désastreuse, cette partie de la société civile a décidé de s'organiser par elle-même, avec ses propres moyens matériels et humains et en toute indépendance et autonomie vis-à-vis de l'État, sous la forme de groupes d'autodéfense communautaires.

La base structurelle de la violence au Mexique : quelques questions de méthode

La violence au Mexique et en Amérique latine en général est un phénomène qui n'obéit pas à un seul facteur ou une seule cause (par exemple, la pauvreté et les inégalités sociales) ; il s'agit

d'un phénomène multifactoriel qui apparaît dans différentes dimensions et qui doit, par conséquent, être abordé avec une approche méthodologique multidisciplinaire ou interdisciplinaire (Salama, 2012 : 165-170). Cela signifie que, sur la base du principal vecteur structurel de la violence au Mexique (État narco – économie maffieuse), agissent d'autres causes qui obéissent à l'histoire particulière de la société mexicaine, dans le cadre d'un capitalisme périphérique sous-développé et de plus en plus globalisé. Ainsi, la violence a ses racines dans l'expérience historique de la pénétration du capitalisme au Mexique et en Amérique latine, où ce mode de production européen a été instauré par un acte d'agression externe d'une extrême violence sur les sociétés autochtones préexistantes, dans le but d'imposer les rapports sociaux marchands, la monétisation et le travail salarié.

Néanmoins, la violence n'est pas inhérente au capitalisme. La violence est plutôt inhérente à la nature humaine ; toutes les formations sociales l'ont connue. Tous les modes de production l'ont subie en créant chacun d'eux leur propre bouc émissaire pour la conjurer (Girard, 2011). Le capitalisme l'a trouvée dans l'argent. Mais l'argent présuppose l'État. Ce qui nous amène au fameux passage de Marx sur la rente foncière dans *Le Capital* : « C'est toujours dans le rapport immédiat de production entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. » (Marx, 1977 : 717).

Donc, c'est bien au sein des rapports sociaux capitalistes qu'on doit chercher la spécificité de ce mode de production : le rapport de souveraineté et de dépendance s'exprime comme une double séparation ; *horizontale* entre les différents travaux privés, qui se résout sans cesse (pour se renouveler constamment) par l'échange, à travers l'opération de la loi de la valeur ; et *verticale*, qui s'exprime dans la dépossession par la force (despotisme d'usine) des producteurs directs de leurs moyens de production et dont le lieu est le procès de travail capitaliste. Le caractère abstrait et impersonnel de la domination capitaliste de classe, de cette domination anonyme exercée sur les producteurs par l'ensemble des rapports économiques, se rapporte alors à cette séparation, vérifiée historiquement par le processus d'accumulation originaire du capital effectuée par la violence, et logiquement par l'abstraction de la violence du sein des rapports de production pour se concentrer dans l'État, en tant que monopole de la violence sociale « légitime ».

L'unité de ces deux séparations est constituée par le rapport salarial, dans lequel s'« extériorise » sous la forme d'une somme d'argent la contradiction spécifique à la production marchande généralisée : c'est-à-dire valeur/valeur d'usage de la force de travail, source de la plus-value. Malgré l'apparence d'égalité et de liberté des individus en tant que citoyens, et en tant qu'échangistes d'équivalents dans le marché, on a partout de l'inégalité et de l'assujettissement de la société par le moyen de la violence, mais celle-ci est exercée par une « personne collective abstraite » (Pasukanis, 1970) que constitue l'État.

Néanmoins, dans les sociétés périphériques sous-développées, où ne s'est pas opérée complètement, la généralisation de la marchandise et de l'argent l'extension du salariat, et où l'État par conséquent n'a pas comme base de sa légitimité le fétichisme marchand, les choses se passent autrement. À cet égard, Camara et Salama nous disent (voir cadre ci-dessous) :

Violence et capitalisme en Amérique latine

« Les hommes font librement leur histoire dans des conditions qui ne sont pas librement déterminées par eux ». Appliquée à la violence, cette citation de Marx résume bien l'impossibilité de rechercher exclusivement les causes de la violence à un niveau individuel (approche dite de l'individualisme méthodologique), ou au niveau de la société (approche dite holiste). De fait, si la violence est décidée par un individu, son action est très souvent le produit de forces qu'il ne maîtrise pas. Pour autant ces forces ne l'emprisonnent pas dans un carcan. Le libre arbitre existe bien qu'enserré dans ces contraintes globales. Il n'y a donc pas de déterminisme économique à la violence, mais il n'y a pas non plus de libre choix. C'est là la difficulté du sujet. C'est pourquoi on ne peut comprendre cette violence et son évolution si on ne l'inscrit pas dans son histoire et si on ne fait pas appel à d'autres disciplines des sciences sociales comme l'anthropologie et la sociologie.

Quelques mots sont nécessaires pour resituer les spécificités de la violence [en Amérique latine, nous précisons]. Les modes de propagation des rapports marchands se sont souvent réalisés dans un espace-temps dense : quelques dizaines d'années alors que dans les économies dites développées cette diffusion a pris

plusieurs siècles. Cette diffusion des rapports marchands s'est faite à l'aide de la violence, décuplée lorsque l'homme est devenu brutalement marchandise, et elle a été d'autant plus forte qu'elle a été rapide. C'est ce qui explique que les modes de domination du capital aient acquis des modalités particulières et la salarisation pris des aspects spécifiques (importance des emplois informels, poids des formes paternalistes anciennes). Cette diffusion des rapports marchands n'est pas semblable dans tous ces pays et ses effets sont donc différents selon que les populations d'origine sont importantes ou non ; elle dépend des richesses qu'il y avait, qu'il y a, à exploiter. Elle dépend surtout des modes anciens d'organisation des hommes, de leurs croyances et des modalités de leur cohésion, des tentatives de déstructurer les rapports établis entre ces hommes et de les restructurer en tant que rapports marchands. Le délitement des anciennes cultures, l'incapacité parfois de restructurer les codes, fissurés, voire détruits par cette propagation laissent le champ plus ou moins libre à la fois à la pauvreté, à l'accentuation de certaines inégalités, aux trafics et à l'essor de la violence.

L'État, affaibli considérablement par la crise des années quatre-vingt, pris dans la contrainte néolibérale des années quatre-vingt-dix, réduit ses fonctions (infrastructures, écoles, santé, etc.) et laisse le marché produire des inégalités nouvelles. Une éducation insuffisante, une urbanisation non maîtrisée (transports et logements insuffisants), une augmentation des emplois informels, une inégalité accentuée entre différentes couches de la population, mais aussi entre pauvres peuvent conduire à un essor d'activités informelles de stricte survie et, plus loin, d'activités criminelles liées souvent au trafic de drogue et permettre ainsi une augmentation des homicides. D'une manière plus générale, en réduisant son rôle au profit du marché, l'État contrôle moins la nation, le territoire devient poreux, et sur ces poches – quartiers de villes, régions dans des provinces –, des guérillas dans certains pays, les mafias dans d'autres pays et sur certains quartiers, liées très souvent au trafic de drogues, aux jeux interdits, voire aux séquestres, exercent alors un pouvoir de fait et laissent la porte ouverte au déchaînement de la violence, seule manière de régler les conflits et aussi moyen privilégié d'acquérir des rentes, c'est-à-dire de s'enrichir sans travailler lorsque le travail fait défaut ou est moins protégé.

La violence ne suit alors pas le cours prévu, elle ne diminue pas, elle tend à augmenter lorsque l'État s'avère de plus en plus incapable d'offrir des conditions minimales de citoyenneté en n'assurant pas l'égalité des droits. Avec une urbanisation non maîtrisée, une scolarité insuffisante, des inégalités ressenties comme... inégales, la persistance de la pauvreté et la multiplication des activités de survie, des pouvoirs parallèles se développent, liés souvent aux trafics de drogues, aux jeux interdits. Ces pouvoirs parce qu'ils ne sont pas *de jure* mais *de facto* sont générateurs de violence et ce d'autant plus que l'inefficacité de la répression est élevée. » (Camara et Salama, 2004 : 176-177).

Il existe une tendance, dans la plupart des études sur la violence, à établir des liens directs entre, d'une part, la pauvreté et les inégalités sociales et, de l'autre, la violence. Cependant, bien que ce lien existe bel et bien, on ne peut pas l'établir mécaniquement sans tomber dans l'économicisme. Certains pays ou régions d'un pays, avec des niveaux similaires de pauvreté et d'inégalité sociale, ont néanmoins différents niveaux de violence, mesurés par des taux différents d'homicides¹. Inversement, on peut voir les mêmes niveaux de violence avec des degrés différents d'inégalité sociale ou de pauvreté ; les pauvres, comme certains auteurs l'ont affirmé (Camara et Salama, 2004), ne sont pas, par nature, dangereux pour la bourgeoisie ou le reste de la société. Il y a d'autres facteurs psychosociaux, socio-économiques, anthropologiques et politiques qui influencent fortement le niveau de violence dans une société donnée.

Au Mexique, grâce à sa contiguïté géographique avec le marché de drogues le plus grand au monde (les États-Unis), la présence de stupéfiants engendre de la violence permanente, plus à la campagne qu'à la ville. L'urbanisation et la bidonvillisation, en l'absence de politiques urbaines efficaces, sont sources de nouveaux conflits. Il a été également démontré que le degré d'éducation et de formation est inversement proportionnel au

¹ Le taux d'homicide par 100 000 habitants est, jusqu'aujourd'hui, l'indicateur le plus sûr pour mesurer et comparer la violence. Au-delà d'un taux supérieur ou égal à 100 homicides pour 100 000 habitants, il s'agit d'une situation de violence extrême qui génère l'anomie sociale (Salama, 2012 : 159).

niveau atteint par la violence. La corruption et l'impunité au sein des institutions de l'État ont une relation directe avec la violence, ainsi que l'inefficacité et l'incapacité du système judiciaire et policière, étant donné que ce dernier souffre souvent d'un manque de personnel qualifié et de faibles budgets. L'existence de gangs de rue, souvent liés au trafic de drogue (vente au détail de celle-ci), donne lieu à des conflits meurtriers et à des règlements de compte sanglants pour le contrôle du territoire. Le machisme au Mexique est certainement une variable valable pour expliquer la violence domestique, en particulier celle de genre, etc.

L'absence de l'État est également un facteur qui explique en grande partie la flambée de la violence au Mexique et la croissance exponentielle du trafic de drogue, dont le crime organisé s'est substitué à l'État et maintient le contrôle de grandes aires du territoire national dont il s'impose par le moyen de la violence. Ceci s'est vérifié en particulier après l'arrivée des gouvernements du Parti d'action nationale (PAN, le principal parti d'ultra-droite au Mexique) et du récent retour du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), étant donné le manque d'expérience des premiers pour exercer le gouvernement, ainsi que leur dogmatisme idéologique et la corruption rampante dans leurs rangs. Par rapport au deuxième (le PRI), il est en train de recomposer, en alliance avec le PAN et les autres partis de la droite, le régime autoritaire qui caractérisait le Mexique avant les années quatre-vingt du xx^e siècle, mais dans un nouveau treillis construit à partir des sophismes du néolibéralisme et des intérêts du capital global.

Malgré la présence de cette multiplicité de facteurs (dont certains sont difficiles à quantifier), dans le cadre d'une l'analyse macro-économique et macro-sociale, l'origine de la violence au Mexique et dans d'autres pays de l'Amérique latine doit être cherchée dans la nature même du système social existant, c'est-à-dire dans la nature même du capitalisme sous-développé et dépendant qui a été instauré par la conquête européenne. Mais l'analyse, pour ne pas être abstraite et hypostasiée, doit se faire à l'aide de concepts et de catégories intermédiaires, plus proches du concret réel.

Il ne suffit pas de déduire la violence de la forme marchande ou de la formecapital² : il est nécessaire d'aller plus loin et

² Comme le font, par exemple, Girard (2011) ou Aglietta et Orléan (1984) ; le premier à partir d'une approche anthropologique, et les deuxièmes en établissant un parallélisme entre la théorie marxiste des formes sociales (forme simple de la valeur, forme réciproque de la valeur, forme

d'expliquer le phénomène de la violence à partir de l'analyse particulière de la dynamique du *régime d'accumulation* en vigueur et de la dynamique du *régime politique* existant actuellement au Mexique. Ces concepts expriment la *dimension historique spécifique* que prennent aussi bien le capital comme l'État dans la société mexicaine, tout en étant des expressions différenciées des rapports sociaux d'exploitation et de domination de classe : bref, du rapport de souveraineté et de dépendance exprimé dans l'État mexicain. Par conséquent, on doit analyser le binôme régime d'accumulation-régime politique au Mexique non pas comme deux entités distinctes, entretenant des rapports d'extériorité entre elles, mais d'une manière simultanée, dans leur interaction organique. L'État n'est pas extérieur à l'économie, on l'a vu ; il est un élément constitutif des rapports sociaux de production au sein même de l'accumulation du capital ; il constitue une forme particulière d'existence de ces rapports, il est lui-même un rapport social. À son tour, l'accumulation du capital vertèbre l'intervention de l'État, lui donne sa direction et son contenu, en lui fournissant, par le moyen des impôts et d'autres sources de revenus étatiques, une base matérielle d'existence. Il s'agit d'un processus contradictoire qui est l'expression de la lutte des classes dans une dimension historique concrète (celle du Mexique).

La genèse de l'État narco dans le cadre d'une économie maffieuse : le cas du Mexique

L'évolution récente de l'économie mexicaine dans le contexte du processus actuel de globalisation et de crise du capitalisme mondial a conduit à sa configuration comme une économie d'enclave secondaire exportatrice, sur la base de la présence des grands conglomérats transnationaux et sur la prolifération des industries *maquiladoras* sous contrôle étranger. S'est ainsi créé un secteur industriel de plus en plus dénationalisé et désintégré à l'intérieur, dominé par des grandes firmes multinationales pour la plupart des États-Unis (Solís Gonzalez *et al*, 2009). Le Mexique est devenu une plateforme logistique impressionnante pour l'exportation de biens manufacturés, dont la compétitivité sur les marchés mondiaux ne dépend pas tant de la productivité de son appareil productif, mais des faibles coûts salariaux, des

générale de la valeur, forme-argent, etc.) et les concepts développés par Girard (violence essentielle, violence réciproque, violence généralisée, bouc émissaire, etc.).

matières premières et de ressources naturelles bon marché, d'un bienveillant système d'impôts favorable aux capitaux étrangers³ et d'une politique de stabilisation macroéconomique dont le but est d'assurer le libre flux de capitaux internationaux.

L'enclave secondaire exportatrice est désintégré à l'intérieur mais fortement intégrée à l'extérieur, dont les branches principales, les plus dynamiques et rentables, font partie des chaînes de production situées en dehors de l'économie mexicaine, dans les pays dits centraux. Le capital transnational, principalement celui des États-Unis, est devenu la fraction hégémonique du capital dans la structure économique du Mexique. Le dynamisme des industries à haute technologie orientées vers l'exportation contraste avec un appareil productif domestique léthargique, mal intégré avec le reste du secteur industriel et de l'économie nationale. Celui-ci est composé principalement de petites et moyennes entreprises avec de faibles niveaux de compétitivité et peu rentables, qui produisent essentiellement pour le marché intérieur⁴. Ce nouveau régime d'accumulation a été renforcé par les politiques d'austérité adoptées par le gouvernement mexicain depuis les années quatre-vingt. La nécessité d'assurer le service de la dette externe, les contraintes de la lutte contre l'hyperinflation et l'impératif de retrouver la « viabilité » de la balance des paiements ont conduit à l'adoption de politiques d'« ajustement structurel » imposées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans le but de transférer aux travailleurs et aux couches moyennes le coût dudit ajustement.

Dans les années quatre-vingt-dix, le gouvernement mexicain a décidé de ne plus intervenir dans l'économie nationale. Ses interventions ont accompagné la reproduction du capital mondial, particulièrement de sa fraction transnationale au plan interne. Le nouveau régime politique néolibéral et technocratique a privilégié le marché comme le mécanisme fondamental de la reproduction économique et de la cohésion sociale. Paradoxalement, les

³ On estime que les conglomérats transnationaux au Mexique ont une charge fiscale d'environ 1,7 % sur leurs revenus. Cette situation avantageuse a de profondes racines dans la corruption gouvernementale, et a une composante d'évasion fiscale très importante. Voir Puente Esparza (2006).

⁴ La viabilité du régime d'accumulation mexicain n'est pas compromise par l'étroit marché interne existant au Mexique, car la plus-value se réalise fondamentalement par les grands conglomérats transnationaux sur les marchés globaux.

politiques néolibérales ont affaibli l'État en tant que *garant* de la reproduction économique et sociale. La « vente » bon marché du système bancaire national aux banques étrangères a stimulé l'émergence d'une économie spéculative basée sur la prédominance du capital financier. Cette « financiarisation » de l'économie mexicaine a soumis les entreprises locales à la domination de la finance et a renforcé sa tendance séculaire à la stagnation productive. Ceci a aggravé la baisse de l'emploi dans le secteur « formel » et la hausse des emplois dans le secteur informel⁵. Le manque d'emplois « formels », l'atrophie de l'économie paysanne et la participation marginale de l'État dans la reproduction de la force de travail à travers les dépenses « sociales » ont abouti à l'hypertrophie du secteur informel⁶. Cependant, leurs nombreux liens avec le crime organisé et l'absence de politiques sociales dirigées spécifiquement vers ce secteur font de celui-ci une sorte d'épée à double tranchant pour l'ordre social établi.

L'adoption pendant les années quatre-vingt d'une politique de stabilisation macro-économique dans le but d'assurer la libre circulation des capitaux et de juguler l'inflation s'est appuyée sur une politique de surévaluation du peso qui a utilisé le taux de change comme une « ancre » pour tenter de freiner la croissance des prix domestiques. Cela a provoqué un déficit chronique de la balance commerciale, en particulier pour les produits industriels. Dans un contexte de stagnation économique généralisée, le

⁵ Selon des données de l'Institut national des statistiques, géographie et informatique du Mexique (INEGI), pour l'année 2011 la génération d'emplois informels a dépassé pour la première fois la génération d'emplois formels, atteignant dans le secteur informel le chiffre de 13,5 millions de travailleurs et dans le secteur formel celui de 13,2 millions.

⁶ L'industrialisation par la substitution aux importations soutenues par l'État pendant la période dite du « développement stabilisateur » a érodé l'économie paysanne, ce qui a débouché sur une crise structurelle de l'agriculture mexicaine qui continue en s'approfondissant lors de l'entrée en vigueur du NAFTA (Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord). Dans le contexte d'une économie « formelle » à bas salaires et à faible progression de l'emploi, la contradiction entre l'affaiblissement de la reproduction privée de la force de travail (économie paysanne, mode de production domestique) et la faible socialisation étatique de cette reproduction fut résolue dans une certaine mesure par l'émergence du secteur informel, qui représente à l'heure actuelle plus de 50 % du PIB et plus de 60 % de la génération d'emplois, selon les diverses estimations existantes.

Mexique est entré pendant les années 2000 dans un processus de « désindustrialisation précoce » semblable à celui subi par l'économie brésilienne dans la même période (Salama, 2012).

Le déficit de rationalité existant de l'État mexicain a entraîné une croissance galopante de la pauvreté, du chômage, et un manque d'éducation et de possibilités de mobilité sociale en amont, particulièrement pour les jeunes ; en bref, l'accroissement des inégalités sociales qui, couplé avec d'autres facteurs tels que le trafic de drogue, a constitué un terrain fertile pour l'éclosion de la violence. À cela s'ajoute l'absence relative d'un « État social »⁷ qui pourrait atténuer les effets de l'inégalité sociale et la pauvreté. L'État au Mexique est plutôt devenu un vecteur de la reproduction du capital des pays du centre, notamment celui des États-Unis.

L'adoption du dogme néolibéral depuis les années quatre-vingt-dix a conduit à un déficit de pouvoir étatique. Ceci a permis, avec d'autres facteurs (forte demande de drogues aux États-Unis, effets de la crise du capitalisme mondial, prédominance de la finance sur le secteur productif de l'économie, etc.), l'émergence du narcotrafic comme un phénomène global et, au même temps, comme une partie intégrale de l'économie mexicaine. Le narcotrafic au Mexique est le sous-produit, à la fois, de la crise du capitalisme global, du déficit d'État résultant de la crise de l'ancien modèle politique, de l'application des politiques néolibérales, et de l'épuisement de l'ancien modèle économique.

Le nouveau régime politique néolibéral a favorisé la reproduction du capital global. Mais d'autre part, il a érodé la base de l'économie nationale, en rétrécissant davantage le marché intérieur et en contribuant à la stagnation productive chronique qui subit le pays. Le gouvernement actuel de E. Peña Nieto (PRI), en alliance avec le PAN et d'autres petits partis de droite (Partido Verde Ecologista de México – PVEM – et Partido Nueva Alianza – PNA) a entrepris une série de réformes très impopulaires, comme celles des télécommunications (qui a favorisé le conglomérat de C. Slim et le duopole Televisa-Télévision Azteca), de l'éducation

⁷ Ceci n'exclut pas l'opération de quelques mécanismes de « bien-être social » (sécurité sociale, éducation, santé publique, etc.) et de normativité juridique (législation du travail, arbitrage). Cependant, ces mécanismes, limités structurellement, n'arrivent à bénéficier qu'à une proportion réduite des classes travailleuses, en introduisant par contre des différenciations au sein de celles-ci qui aggravent leur fragmentation politique et, par conséquent, leur dépendance face au capital et face à l'État.

(pour la privatiser et la soumettre aux entreprises), du système des impôts (pour augmenter la pression fiscale sur les travailleurs et les couches moyennes), du travail (pour faire avancer la précarisation de l'emploi et les mécanismes de soumission du travail au capital).

Mais la plus importante de toutes ces « réformes » est celle du secteur de l'énergie, entreprise sous le prétexte de « moderniser » Petróleos Mexicanos (PEMEX) et la Commission fédérale de l'électricité (CFE). Il s'agit, en vérité, d'un pillage massif de la richesse nationale du sous-sol mexicain, estimé à environ 3 billions de dollars⁸ (*La Jornada*, 2013 : 35). Cette réforme permettra la livraison à l'étranger, à partir de 2015 (une fois élaborée la législation secondaire correspondante), du pétrole, du gaz et des ressources minières du pays, en violation flagrante de la Constitution mexicaine et de l'expropriation pétrolière de 1938, menée par le président Lázaro Cárdenas pour récupérer le pétrole mexicain des mains étrangères. En plus, la mise en œuvre de cette « réforme » impliquera la spoliation des terres des paysans situés dans les aires où l'exploitation d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) et des ressources minières auront lieu, ainsi que la dégradation des eaux salubres et la destruction des écosystèmes due à l'utilisation de la technique du *fracking*⁹.

Dans le cas de l'agriculture, la plantation d'opiacés (pavot) et de la marijuana sur de grandes étendues de terre sous la « protection » des cartels de la drogue, ainsi que le climat d'insécurité, de violence et de terreur que ceux-ci provoquent, ont affectée la production d'autres cultures « licites » telles que les céréales, les fruits et les légumes, en contribuant à la perte

⁸ Trois millions de millions de dollars.

⁹ La fracturation hydraulique (*fracking*, en anglais) est une technique utilisée pour augmenter l'extraction de gaz et de pétrole du sous-sol. Néanmoins, cette technique a un impact très négatif sur l'environnement car elle inclut la contamination des aquifères, une très grande consommation d'eau, la pollution de l'atmosphère, la nuisance par bruit, la contamination des superficies due à la migration du gaz et des produits chimiques utilisés. On a aussi des effets négatifs sur la santé humaine, animale et des plantes. Des cas d'accroissement de l'activité sismique ont été enregistrés aussi dans les aires en exploitation, pour la plupart associés à l'injection profonde de fluides dans le sous-sol requise par cette technique. Cela a amené à son interdiction dans quelques pays européens, et elle est en voie d'être réglementée aux États-Unis.

de l'autosuffisance alimentaire du pays et à la détérioration du secteur rural.

Dans ce contexte, vers la fin de 2006 émerge au grand jour, face à une population mexicaine perplexe, la véritable ampleur du trafic de drogue et du crime organisé au Mexique. Dans ce processus, plusieurs facteurs ont convergé : d'abord, la nécessité apparemment urgente de F. Calderón (président mexicain entre 2006 et 2012) de se construire artificiellement, par le moyen de la violence étatique contre le narcotrafic, une légitimité qu'il n'a pas eue lors de l'élection présidentielle de 2006, compte tenu de la nature frauduleuse de celle-ci ; d'autre part, la pression du gouvernement des États-Unis sur le gouvernement mexicain pour le rallier à sa politique contre les drogues. Cela a donné lieu à une déclaration de guerre ouverte du gouvernement de Calderón contre les différents syndicats du crime organisé, qui fonctionnaient déjà au Mexique depuis plusieurs décennies¹⁰.

Le régime de Calderón, de manière peu réfléchie, a confronté carrément l'appareil répressif de l'État au crime organisé, sans connaître entièrement son ennemi, sa structure et ses méthodes d'opération, ses ressources humaines, matérielles et logistiques, et sans avoir une idée claire des alliés des cartels au sein du gouvernement lui-même, dans la « classe politique » et dans la classe des entrepreneurs (industriels, commerçants et surtout des banquiers) à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Il n'avait non plus aucun concept stratégique même le plus élémentaire. Et malgré cela, ce gouvernement a décidé de mener une véritable guerre civile pas seulement contre les narcotrafiquants, mais aussi contre cette partie de la population mexicaine liée au trafic de drogue.

En outre, Calderón a eu tort de lancer une guerre ouverte contre le narcotrafic seulement sur le plan militaire, tout en négligeant le plan financier (« blanchiment » d'argent, qui est là où se trouve le pouvoir réel des narcotrafiquants) et le front politique (corruption et impunité systémique, sous la « protection » du

¹⁰ En fait, la création du « cartel de Sinaloa », le plus important au pays, s'opère dès les années vingt du xx^e siècle, où la bourgeoisie agraire de l'État de Sinaloa, dans le nord-ouest du pays, s'empare par la violence de la profitable affaire de la production de gomme d'opium (dérivée de la culture du pavot) et de la marijuana, originellement aux mains des immigrants chinois arrivés au Mexique par la côte du Pacifique pendant la deuxième moitié du xix^e siècle et le début du xx^e siècle (Osorno, 2010).

régime lui-même). Le résultat a été catastrophique : près de cent mille morts, plus de trente mille disparus et 230 000 déplacés au cours de son mandat (Camacho, 2011), outre l'affaiblissement du tissu institutionnel et l'érosion du prestige des forces armées, accusées de nombreuses violations des droits humains. En outre, il y a eu un l'énorme détournement de ressources budgétaires pour financer - moyennant la corruption - la guerre contre la drogue, sans la moindre chance de succès à moyen et long terme.

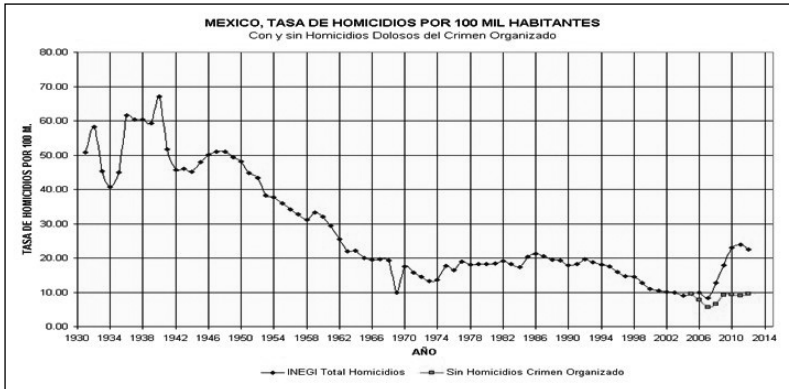
Cette guerre a eu des effets iatrogènes, pour avoir sérieusement érodé le tissu social et institutionnel du pays, en déclenchant des affrontements meurtriers tout au long du pays entre les différents syndicats de la criminalité organisée. Cela a provoqué de nombreux « dommages collatéraux » : augmentation dramatique du taux d'homicides¹¹, de l'insécurité publique et de nombreuses victimes parmi la population civile, causées à la fois par les narcotrafiquants et par les forces armées, la marine et les différents corps policiers. Dans cette situation, la réponse des cartels a été d'étendre leurs activités aux autres affaires criminelles telles que les enlèvements, l'extorsion, le trafic de personnes (dont la prostitution, la vente de personnes et l'épouvantable trafic d'organes humains), ainsi que le très profitable trafic d'armes. Ils se sont étendus aussi à d'autres zones géographiques comme l'Amérique centrale et les États-Unis eux-mêmes. Le résultat : une augmentation du volume d'opérations des cartels de la drogue et des profits encore plus étendus.

Paradoxalement, les forces déchaînées par Calderón ont fini par soustraire du pouvoir de l'État des régions entières du pays, où les cartels de la drogue imposent leur loi, perçoivent des impôts sous la forme de « protection » ou de « droit du sol » sur les entreprises et les individus, et s'imposent par la force à des maires, chefs de police, députés, etc.

Maintenant il est reconnu que les gouvernements du PRI célébraient des accords secrets avec le crime organisé. En général, les termes desdits accords obligeaient le narcotrafic à maintenir les villes libres de drogue et le tissu social en paix. En revanche, le gouvernement maintenait hors de la portée de la justice les individus responsables des crimes liés au trafic de drogue. Cette impunité absolue avait comme contrepartie un système sophistiqué de corruption généralisée hérité des gouvernements

¹¹ Au Mexique, 2012 ce taux fut de 22,47 homicides pour 100 000 habitants (Aguirre Botello, 2013).

Graphique 1



Source : Aguirre Botello, 2013. Compilation faite à partir des données de l'INEGI, SINAIS, l'OPS et présidence de la République.

du PAN (ceux de Vicente Fox et de Felipe Calderón). En même temps, le gouvernement assurait (et assure) la protection des narcotrafiquants dans les activités d'exportation et de production locale de drogue, ainsi que l'importation de cocaïne en provenance de l'Amérique du Sud et son exportation par la suite aux États-Unis. Le rôle du gouvernement mexicain était clef (et le reste jusqu'aujourd'hui) dans le « blanchiment » d'argent provenant du narcotrafic¹². Le Mexique était dans le passé (avant les années 2000) essentiellement un pays de transit pour le trafic de drogue des Colombiens dans leur chemin vers le nord, et produisait localement certaines drogues comme la marijuana et les opiacés. Mais à partir des années 2000, avec le manque de gouvernance dans lequel le pays est tombé au cours de la présidence de

¹² Le gouvernement de Peña Nieto a adopté fondamentalement la même stratégie du gouvernement de Calderón dans la lutte contre la drogue. Néanmoins, apparemment, son but non écrit est celui de restaurer les accords secrets avec le crime organisé pour « pacifier » le pays, participer à la répartition des profits du trafic de drogue, et réduire les niveaux de violence et d'insécurité publique pour apparaître comme le chef d'un « État de droit ». Mais il est plus préoccupé par la répression des mouvements sociaux émergents (enseignants, électriciens, travailleurs de Mexicana d'aviation, etc.), ou pour assurer sa participation dans la rente pétrolière grâce à la fameuse « réforme de l'énergie », que pour la lutte efficace contre la criminalité organisée.

Vicente Fox et jusqu'à nos jours, la consommation de la drogue au Mexique a augmenté de façon alarmante, en particulier dans les grandes villes à haut pouvoir d'achat ; les villes de Mexico, Guadalajara et Monterrey (mais pas seulement) sont devenues d'importants centres de consommation de stupéfiants.

Ainsi, la situation actuelle du pays en matière de sécurité publique ne peut pas être plus dramatique. Malgré l'arrestation et/ou la mort de nombreux dirigeants et de membres du crime organisé dans le cadre de la guerre contre la drogue¹³, le crime organisé et le narcotrafic semblent jouir de bonne santé et être plus dynamiques que jamais, avec une source inépuisable de ressources humaines alimentée par les rangs des millions de chômeurs et des jeunes marginalisés sans emploi ou éducation¹⁴.

Les tentatives faites par le gouvernement des États-Unis pour mettre un « bouclier » dans sa frontière sud, dans le but d'empêcher la migration « illégale » et le narcotrafic, ont été en grande partie inefficaces mais ont entravé l'opération des cartels en la rendant plus coûteuse et dangereuse pour la population mexicaine, qui subit passivement ses « dommages collatéraux ».

Les groupes d'autodéfense communautaires de Michoacán

Dans ce contexte socio-économique et politique, le 24 février 2013 est apparu dans l'état mexicain de Michoacán le mouvement d'autodéfense communautaire. La société civile michoacaine,

¹³ Tel est le cas de Joaquín « el Chapo » Guzmán Loera, chef du cartel de Sinaloa et le capo le plus important du trafic de drogue non seulement au Mexique et en Amérique latine, mais dans le monde entier, mis en prison le 22 février 2014 et en cours d'extradition probable aux États-Unis ; la mort de Heriberto Lazcano (« el Lazca »), chef fondateur du sanguinaire cartel des Zetas, tué par la marine le 6 octobre 2012 ; et plus récemment, trois des principaux dirigeants des « chevaliers Templiers » au Michoacán : Nazario Moreno González (« el Chayo »), abattu par l'armée le 9 mars 2014, Enrique Plancarte (« el Kike »), abattu par la marine le 31 mars 2014, et Francisco Galeana Núñez, (« el Pantera »), mort le 27 février 2014 et présumé d'avoir été l'un des principaux chefs des Templiers et l'un des personnages proches de Servando Gómez Martínez « la Tuta », le seul survivant (à cette date du 20 juillet 2014) de premier rang de cette organisation criminelle.

¹⁴ Ils sont les soi-disant « ninis » (des jeunes Mexicains qui n'étudient ni ne travaillent), qui sont estimés à 7 ou 8 millions selon des estimations récentes du rectorat de l'UNAM.

fatiguée des agressions, des enlèvements, du pillage, des assassinats¹⁵, des viols et des extorsions perpétrés d'abord par le cartel de ladite « Famille michoacaine », puis par son successeur, le cartel qui se fait appeler des « chevaliers templiers »¹⁶, s'est auto-organisée sous la forme de groupes composés par des petits et moyens entrepreneurs agricoles et travailleurs ruraux. Sans une idéologie ou une filiation politique définie, ceux-ci ont décidé de s'organiser et de s'armer pour se défendre eux-mêmes du crime organisé, étant donné la passivité, l'inefficacité et la complicité des autorités fédérales, régionales et locales avec celui-là. Comme il a été reconnu par l'opinion publique michoacaine et les propres autodéfenses, le *leader* charismatique de ce mouvement fut Hipólito Mora Chávez, un résident du village de La Ruana, au municipio de Buenavista Tomatlán.

D'autres dirigeants surgirent, comme le médecin José Míreles Valverde et Estanislao Beltrán (« Papá Pitufo »). Les groupes d'autodéfense communautaires contrôlaient en mars 2014 environ 995 000 hectares, soit un sixième du territoire de l'État de Michoacán, lequel comprend 5 864 000 hectares (INEGI), soit l'équivalent de 3 % de la superficie du pays. Leur but est d'expulser définitivement le cartel des Templiers des 113 municipalités de l'État de Michoacán, sans affecter pour autant la vie économique ou le tourisme en cet État, ni les grandes villes, dans la banlieue desquelles, et seulement là, elles ont fait leur apparition. Elles ont laissé aux autorités fédérales la tâche de chercher et de mettre en prison les criminels des Templiers.

En mars 2014, les groupes d'autodéfense opéraient dans neuf municipalités, qui représentent un total de 300 000 habitants, dont un tiers concentré dans les sièges de ces municipalités. Le reste habite dans des petites collectivités de moins de 200 habitants. Les municipalités de Buenavista Tomatlán, Tepalcatepec, Coalcomán, Chinicuila, Aguillilla, Aquila et Tancitaro sont les plus étendues géographiquement et sont peu peuplées. Ces municipalités ont des territoires à vocation

¹⁵ Le taux d'homicides pour 100 000 habitants dans le Michoacán a été de 18 en 2012, selon l'INEGI (2013).

¹⁶ Le cartel de la « Famille michoacaine », créé en 2006 par des membres ou ex-membres des Zetas et du cartel du Golfe, a annoncé sa dissolution le 24 janvier 2011. Le 10 mars de cette même année surgit le cartel des « chevaliers templiers », qui est au troisième rang parmi les cartels criminels existant à l'heure actuelle dans le pays, après celui de Sinaloa et celui des Zetas.

agropastorale ; le Michoacán est le premier État du Mexique par la valeur de sa production agricole (il contribue à 10,5 % du PIB agricole national), avec des cultures très rentables comme le citron, l'avocat, la goyave, la papaye et la mangue.

On estime que les groupes d'autodéfense de Michoacán comptaient en février 2014 environ 25 000 hommes de troupe (Márquez et Martínez, 2014 : 4), dont la plupart étaient bien armés malgré les diverses tentatives du gouvernement pour les désarmer. La stratégie de ces groupes ne consistait pas seulement à s'emparer de la ville d'Apatzingán (principal bastion des Templiers pris par elles en février 2014), mais aussi de s'emparer d'Arteaga, Tumbiscatio, Coahuayana, Múgica, Parácuaro et Uruapan. Ces territoires à forte présence du crime organisé pourraient leur conférer le contrôle d'une aire de 763 000 hectares. Les Templiers, devant l'avance des groupes d'autodéfense, ont répondu avec des embuscades, assassinats, et fausses dénonciations auprès de la population, affirmant pour les discréditer que les groupes d'autodéfense font partie du nouveau cartel « Jalisco - Nueva Generación ». Ce groupe criminel des Templiers essaye de manipuler les citoyens afin d'organiser des manifestations publiques contre la présence des groupes d'autodéfense (Elorriaga Martínez, 2014).

Le phénomène des groupes d'autodéfense représente une réaction de la société civile face à la brutalité et la cruauté que les Templiers ont déployées contre la population en général. Non seulement ils exercent des activités de trafic de drogue (y compris l'installation de laboratoires clandestins pour la fabrication de gomme d'opium et d'héroïne, ainsi que pour la production de drogues synthétiques telles que le cristal ou la métamphétamine), mais ils se livrent à des extorsions, des enlèvements, des appropriations illégales de fermes à grande échelle, des vols des récoltes d'avocats, citrons et autres cultures, mais pratiquent également l'application illégale de « frais » aux producteurs agricoles par tonne de produit, générant ainsi des sources supplémentaires de revenus et de rentes. Ils ont décidé de diversifier leur affaires criminelles et de se lancer dans d'autres activités très rentables, telles que le vol de minéraux. Ils ont ainsi volé des centaines de milliers de tonnes de minerai de fer et d'autres métaux dans les mines de Michoacán et autres États, pour leur exportation illégale vers la Chine, le Canada et d'autres pays (Cano, 2014 : 8). Dans le paroxysme de l'horreur qu'ils provoquent, ils volent des enfants et des femmes pour les vendre sur les marchés internationaux de trafic de personnes.

Carte de l'État de Michoacán



Source : Instituto Nacional de Geografía, Informática y Estadística (INEGI).

131

Dossier

Les enfants et les jeunes sont utilisés pour le profitable négoce du trafic d'organes, ou bien à des fins rituelles dans l'initiation de nouveaux membres du cartel (selon plusieurs témoignages publics, ils pratiquent l'anthropophagie rituelle), ce qui a fortement irrité l'opinion publique locale et nationale¹⁷.

D'où les déclarations des porte-parole des groupes d'autodéfense proclamant qu'ils n'auront pas de repos jusqu'à ce qu'ils réussissent à libérer le Michoacán d'un tel fléau.

Servando Gómez Martínez (« La Tuta ») apparaît actuellement comme le seul leader survivant de l'organisation criminelle des Templiers, qu'il a créée en association avec Nazario Moreno González (« El Chayo ») et Enrique Plancarte (« El Kike »). Le cartel des Templiers a une composante idéologique pseudoreligieuse¹⁸ qui « justifie » leurs actes criminels d'une manière aberrante, mais relativement efficace ; selon un code de conduite écrit par

¹⁷ Rédaction de *NewsWeek* en espagnol, 20 juillet 2014.

¹⁸ Il essaye d'imiter, mais d'une façon caricaturale, l'Ordre des Templiers, qui a assassiné au nom de Christ des populations musulmanes entières au Moyen-Orient pendant les croisades du Moyen Âge.

Nazario Moreno, on interdit à ses membres la consommation d'alcool et de drogues, ainsi que l'utilisation de la violence non nécessaire qui, en cas de recours, doit être approuvée par le conseil directif de l'organisation, composé de sept membres. En outre, la délation est punie par la mort. Ils réhabilitent des toxicomanes et des alcooliques pour les intégrer dans leurs rangs, et ils leur interdisent à jamais, sous peine de mort, de quitter l'organisation criminelle. De l'argent et d'autres ressources (denrées alimentaires principalement) sont distribués à la population la plus pauvre dans le but de former une base sociale de soutien pour cette organisation criminelle. Toutefois, selon le témoignage de plusieurs anciens Templiers, ce code n'est pas respecté dans la pratique.

Il a été constaté que de nombreux membres et dirigeants des Templiers ont des liens de parenté et d'amitié avec des membres de la société michoacaine, y compris les groupes d'autodéfense eux-mêmes et la « classe politique » locale. Cela a permis aux Templiers « repentis » de trouver refuge dans leurs propres groupes d'autodéfense, en suscitant des conflits en leur sein quant à la sincérité de leur « repentance ». La réalité est que le conflit social et la violence au Michoacán présentent beaucoup d'aspects extrêmement complexes. Il semble qu'il s'agit en grande partie d'un conflit au sein même de la classe de propriétaires locaux dans cet État, en particulier parmi les membres de la bourgeoisie agricole et minière, dont l'enjeu est la répartition des richesses et des ressources, y compris les rentes de l'économie de la drogue.

Les Templiers ont effectivement mis au point un nouveau modèle criminel basé sur l'exploitation illégale de toutes les sources de richesse et de négoce sur un territoire donné (dans ce cas, le Michoacán et les États voisins, y compris le DF). Selon Antonio Mazzitelli¹⁹, on est en présence d'une mutation des cartels mexicains, qui n'agissent plus seulement autour du trafic de drogue (par contre, le cartel de Sinaloa continue à le faire, c'est qui est une exception à l'heure actuelle), et ils sont devenus des organisations criminelles qui se livrent à toutes les activités qui leur génèrent des revenus ou des rentes. Les Templiers, mis à part le trafic de drogue, terrorisent et extorquent des petites entreprises mais aussi de grands producteurs de citron et d'avocat. Ils sont entrés aussi dans le négoce de l'exploitation forestière illégale, en particulier des bois précieux (granadillo ou sangualica, par

¹⁹ Représentant pour le Mexique et l'Amérique centrale de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

exemple, utilisé dans la fabrication de planches des voitures Rolls Royce, etc.), et enfin dans l'exploitation et l'exportation illégales de minerai de fer²⁰.

Les groupes d'autodéfense de Michoacán ont développé une manière extrêmement rapide et efficace pour éliminer une organisation criminelle comme celle des Templiers, profondément ancrée dans le tissu économique, social et politique de cet État, et celui des États voisins. Ceci est un fait sans précédent, non seulement au Mexique mais aussi dans le contexte latino-américain et international. En même temps, ils ont mis le régime politique mexicain dans l'obligation de participer, contre son gré, à leurs opérations contre le crime organisé, au risque, en cas contraire, d'être publiquement suspecté de collusion avec celui-ci et ils ont montré son incapacité, depuis des décennies, à résoudre le très grave conflit du Michoacán.

En outre, le gouvernement de Peña Nieto a mis en œuvre un dispositif militaire, économique et politique dans le Michoacán, et il a déclaré son intention de reprendre le contrôle du territoire et de rétablir de la paix sociale, tout cela dans le but de neutraliser l'effet social contestataire des groupes d'autodéfense. Il a nommé un commissaire fédéral afin d'assurer la sécurité publique au Michoacán (Alfredo Castillo Cervantes, un obscur personnage proche de Peña Nieto). Des éléments de la police fédérale et des agents des impôts, ainsi que des troupes de l'armée et de la marine, ont été envoyés récemment dans cet État. Ces forces ont pris le contrôle de 27 villes « prioritaires » où la police locale (accusée de collaborer avec les criminels) a été désarmée et apparemment mise en prison.

Peña Nieto a annoncé le 4 février 2014 un investissement de 45 500 millions de pesos pour relancer l'économie du Michoacán avec des crédits pour la construction d'infrastructures productives, et des programmes sociaux. Le ministre de l'Intérieur, Miguel Angel Osorio Chong, ainsi que le commissaire fédéral Alfredo Castillo, et des commerçants locaux ont reconnu que la prolifération de la criminalité organisée obéit à un « oubli » non seulement du gouvernement fédéral, mais aussi du gouvernement de cet État et des autorités municipales pendant plus d'une décennie. Mais

²⁰ Les Templiers ont subi un revers majeur lorsque le gouvernement mexicain, en mars 2014, saisit 119 000 tonnes de minerai de fer dans le port de Lázaro Cárdenas, Michoacán, prêtes à être exportées vers la Chine.

ils ont omis toute référence à la complicité et la connivence des autorités gouvernementales avec le crime organisé.

Le véritable objectif du gouvernement fédéral consiste à neutraliser les groupes d'autodéfense afin de ralentir leur progression sur le territoire du Michoacán, d'éviter leur effet de contagion sur d'autres régions du pays, et de les désarmer pour les faire disparaître. Le gouvernement a fait semblant d'être un allié des groupes d'autodéfense dans leur lutte contre les Templiers. La conclusion d'un accord avec eux (Pacte de Tepalcatepec, signé le 27 février 2014) a été publiée. On a suggéré aussi que les groupes d'autodéfense participaient aux côtés de l'armée, de la marine et de la police fédérale à plusieurs opérations contre les Templiers. Mais ces accords ont été dénoncés par les groupes d'autodéfense parce que le gouvernement ne les a pas honorés ; au contraire, il a procédé à leur désarmement et à leur mise en prison. Plusieurs dizaines de membres des groupes d'autodéfense sont maintenant des prisonniers du gouvernement et font face à des accusations criminelles pour la possession d'armes à usage exclusif des forces armées, et pour d'autres délits.

Le 11 mars 2014, Hipólito Mora, leader historique des groupes d'autodéfense, a été capturé et mis en prison. Le juge général de Michoacán l'a emprisonné sous l'accusation de complicité dans l'assassinat de deux membres du groupe d'autodéfense dirigé par Luis Antonio González Torres, connu sous le nom de Simón « l'Américain ». Néanmoins, il y a des soupçons sur son appartenance parallèle aux Templiers. D'autres dirigeants des groupes d'autodéfense comme le docteur Mireles ou Estanislao Beltrán ont proclamé que Mora est innocent des crimes qui lui sont reprochés, et qu'il s'agit d'une manœuvre du gouvernement pour le discréditer, en vue d'affaiblir et de dissoudre les groupes d'autodéfense. L'avocat d'Hipólito Mora a affirmé qu'il n'existe aucune preuve juridiquement valable qui puisse soutenir cette accusation, à laquelle le gouvernement a ajouté 30 autres crimes qui auraient été commis par Hipólito Mora. Certains médias ont suggéré que le véritable objectif du gouvernement était de soutenir Simón « l'Américain » dans le but d'avoir un interlocuteur valable, moins encombrant que les véritables groupes d'autodéfense, pour remplacer les Templiers et continuer à partager les bénéfices de son lucratif partenariat d'affaires avec le crime organisé.

Les groupes d'autodéfense représentent un énorme défi pour le système politique mexicain. Leurs dirigeants ne se disciplinent pas (au moins pas tous), et ne délivrent pas de bon gré leurs armes. Ils n'acceptent pas les conditions que le gouvernement tente de leur imposer. Ils ne s'alignent pas sur les desseins du

gouvernement. Les groupes d'autodéfense ont beaucoup de membres très bien armés. Ils veulent maintenir leur autonomie, leur discipline, leurs modes de fonctionnement, la structure de leur commandement, leur contrôle du territoire. Ils ont de l'ambition comme groupe de pouvoir. Ils font la justice eux-mêmes et influencent les décisions des municipalités (Navarro, 2014). Bref, ils peuvent se constituer en pouvoir parallèle à celui du gouvernement qui ne peut les tolérer : l'ombre de Pancho Villa et celle d'Emiliano Zapata sont encore très présentes dans la mémoire historique du peuple mexicain.

Cette autonomie est très inconfortable pour le gouvernement. Le régime de Peña Nieto, face à l'ensemble du pays et de l'opinion publique internationale, n'a que deux solutions : soit coopter les dirigeants et les membres de ce mouvement par le biais de la corruption et/ou leur incorporation aux institutions répressives de l'État (armée, police nationale ou locale), soit les annihiler physiquement pour les faire disparaître de la scène politique et sociale. Tout cela est parti, bien sûr, d'une stratégie gouvernementale de discrédit et de destruction de la direction des groupes d'autodéfense. José Manuel Mireles a accusé le gouvernement fédéral de semer la division entre les groupes d'autodéfense communautaires par les moyens de la trahison et la délation, dans le but d'affaiblir le mouvement et de le faire disparaître. Il affirme qu'ils n'ont pas confiance dans l'autorité. Mireles a averti : « malgré le fait qu'ils - le gouvernement, nous précisons - veulent que l'on disparaisse, nous mettre en prison et nous trahir, la base, les gens, les femmes et les hommes forts de Michoacán continuent unis dans la lutte, et celle-ci ne s'arrêtera pas » (Déclaration du 10 mars 2014. Le docteur Mireles en a publié une vidéo sur les réseaux sociaux).

Conclusion

Aujourd'hui (15 juillet 2014), le plan du gouvernement contre les groupes d'autodéfense s'est accompli comme prévu. Hipólito Mora a été libéré le 16 mai 2014 par « manque de preuves » de sa participation dans l'assassinat de deux membres du groupe dirigé par Simón « l'Américain ». Il a annoncé sa décision de rejoindre la nouvelle police rurale du Michoacán à travers laquelle le gouvernement a coopté nombre de membres des groupes d'autodéfense. Estanislao Beltrán (« Papá Pitufo ») aussi a rejoint la police rurale et s'est éloigné publiquement tant d'Hipólito Mora que du docteur Mireles, les autres deux principaux dirigeants des groupes d'autodéfense. Le docteur Mireles a été mis en prison

le 27 juin 2014, accusé de port d'armes à l'usage exclusif de l'armée et de la police et de possession de drogue. En outre, le gouvernement a réussi à désarmer les groupes d'autodéfense, en les menaçant de les déclarer hors-la-loi et de les emprisonner.

Néanmoins, le gouvernement n'a pas évité (au contraire) le retour des Templiers à Michoacán : face à la population michoacaine terrorisée, ces criminels ont récupéré un à un leurs anciens bastions et sont retournés à leur ancien *modus operandi*. Leur principal dirigeant, Servando Gómez Martínez (« La Tuta »), continue étrangement en liberté. Une bonne partie de l'opinion publique mexicaine est convaincue qu'il s'agit d'une stratégie gouvernementale pour dissoudre les groupes d'autodéfense et pouvoir arriver ainsi à de nouveaux accords avec les Templiers ou avec d'autres groupes criminels dans la zone. En fait, il semble qu'il est en train de s'opérer une convergence encore plus grande du gouvernement de Peña Nieto avec le crime organisé, pas seulement dans le Michoacán mais aussi dans le reste du pays²¹. L'assujettissement de la population mexicaine par l'un (les mafias du crime organisé) et l'autre (l'État narco) est une épouvantable réalité dans le Mexique d'aujourd'hui.

Bibliographie

- Aglietta, Michel et André Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1984.
- Aguirre Botello Manuel, México, *Tasa de Homicidios por 100 mil Habitantes desde 1931 a 2012*. Compilation de données de l'INEGI, SINAIS, PAHO et présidence de la République/PGR, 2013. <<http://www.mexicomaxico.org/Voto/Homicidios100M.htm>>.
- Camacho, Fernando, « Demandan a Calderón en La Haya por delitos de lesa humanidad », *La Jornada*, 26 novembre 2011, p. 5.
- Cano Arturo, « Autodefensas : varias minas de Michoacán son o fueron explotadas por los templarios », *La Jornada*, 2 février 2014, p. 8.
- Girard René, *La violence et le sacré*, Paris, Fayard/Pluriel, 2011.

²¹ Récemment, l'opposition politique au Mexique a présenté des preuves de la présence d'argent du crime organisé dans la campagne électorale de Peña Nieto, qui ont été systématiquement négligées par les autorités électorales du pays. En plus, on a montré à l'opinion publique et aux dites autorités électorales des preuves irréfutables de l'achat massif de votes en faveur de Peña Nieto, ce qui prouve, une fois de plus, la réitération de la fraude électorale comme méthode pour s'emparer du pouvoir au Mexique, et le caractère illégitime de l'actuel gouvernement (Sheinbaum et Imaz, 2012).

- Hernández Navarro Luis, « Autodefensas michoacanas : listas para morir », *La Jornada*, 18 mars 2014.
- INEGI, *Boletín de Prensa* n° 288/13, 30 juillet 2013, p. 3. <http://www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/espanol/prensa/Boletines/Boletin/Comunicados/Especiales/2013/julio/comunica9.pdf>
- Márquez Olga et Ernesto Martínez, « Contamos con 25 mil hombres armados, dicen Autodefensas », *La Jornada*, 16 janvier 2014, p. 4.
- Martínez Elorriaga Ernesto, « Autodefensas tienen presencia en la sexta parte del territorio de Michoacán : INEGI », *La Jornada*, 7 janvier 2014.
- Martínez Dario et Juan Pablo Mayorga, « 10 cosas que debes saber para entender el conflicto en Michoacán », CNN México, 13 février 2014. <<http://mexico.cnn.com/nacional/2014/02/13/10-cosas-que-debes-saber-para-entender-el-conflicto-en-michoacan>>.
- Marx Karl, *Le Capital*, L. III, Paris, Éditions sociales, 1977.
- Osorno Diego, *El cártel de Sinaloa. Una historia del uso político del narco*, Mexico, Grijalbo, 2010. Puente Esparza Martha, *Las empresas multinacionales en México y la evasión en el Impuesto Sobre la Renta*, thèse de doctorat, université autonome de San Luis Potosí, Mexique, 2006.
- Rodríguez Israel, « Reforma energética abre acceso a riqueza por 3 billones de dólares », *La Jornada*, 13 décembre 2013, p. 35.
- Salama Pierre, *Les Économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, Coll. « U », 2012.
- Camara Mamadou et Pierre Salama, « Homicidios en América del Sur : los pobres, ¿ son peligrosos ? », *Revista de Economía Institucional*, vol. 6, n° 10, 2004.
- Solís González José Luis, « L'État narco : néolibéralisme et crime organisé au Mexique », *revue Tiers-Monde*, n° 212, octobre-décembre 2012, p. 173-188.
- Solís González José Luis *et al*, *México. Democracia, participación social y nuevo proyecto de nación*, Mexico, Siglo XXI Editores, 2009.
- Sheinbaum Pardo Claudia et Carlos Ímaz Gispert, « El fraude electoral en favor del PRI : un monstruo de dinero con mil cabezas », *La Jornada*, 10 juillet 2012, p. 13.

